



COMPTE RENDU DE REUNION

GROUPE DE TRAVAIL NATURA 2000

« LOISIRS, TOURISME ET MILIEUX NATURELS »

Le Val, 17 juin 2011

Personnes présentes :

- Sylvie LEBORGNE, mairie du Thoronet
- Kevin BERGERON, service Environnement, ville de Fréjus
- Olivier LANFRANCHI, communauté de commune Cœur du Var, service Tourisme
- Gilles REGIS, Adjoint mairie de Puget-sur-Argens
- Yves ARCAMONE, président du Comité Départemental de Canoë Kayak du Var
- Danielle CIVITA, Présidente de Kayak Nature Loisirs
- Jean-Marie MICHEL, Association des Riverains de l'Argens
- Cécile CONTIPELLI, Comité départemental d'Escalade du Var
- M. PEREIRA, Comité départemental d'Escalade du Var
- Bruno GIAMINARDI, Fédération départementale des chasseurs du Var
- Régine CHAUDRON, fédération des clubs alpins et de montagne (FFCAM)
- Eric MICHEL, Fédération Française de Motocyclisme et adjoint mairie de Cabasse
- Sébastien HERNOUX, Association Vidaubanaise d'activités de pleine nature (AVAPN)
- Henriette FOUSSENQ, Présidente de l'Association des riverains de l'Argens
- Georges DELI, Comité départemental olympique et sportif du Var
- Guillaume GIACCINI, Comité départemental de course d'orientation
- Christophe GARONNE, Maison Régionale de l'Eau
- Dominique ROMBAUT, Conservatoire des Espaces Naturels PACA (CEN, ancien CEEP)
- Jean-Louis CLAUDE, base nautique de kayak, mairie de Vidauban
- Brigitte NOLAN, comité départemental de canoë kayak et AVAPN
- Anne THEVENOT, Conseil Général 83, Responsable du service Rivières et milieux aquatiques
- Olivier AUDA, Conseil Général 83, Technicien rivières
- Fanny SEITZ, Conseil Général 83, Chargée de mission Natura 2000

Absents excusés :

- Philippe ORSINI, Museum d'histoire naturelle de Toulon
- Laetitia BANTWELL, Conseil Général 83, service Espaces Naturels Sensibles
- Magali DULJAN, Conseil Général 83, service Sports et activités de pleine nature
- Jean-Claude FICHERA, New Evasion Provence Canoë,
- Daniel VEREDEN, président comité départemental du cyclotourisme
- Jean BINDER, FFCAM, club alpin de France

9h – Accueil

Tour de table.

Ordre du jour :

1. Rappel de l'objectif : élaboration du programme d'actions du DOCOB (Tome 2)
 - but
 - conception (méthodologie)
 - ce qu'il comprend
2. Présentation des différentes formes de contractualisation sur un site Natura 2000 (mesures) :
 - MAET
 - Contrats Natura 2000
 - Charte
3. Présentation des Fiches actions du Val d'Argens et des mesures qui sont proposées dans ces fiches : discussion.

Objectifs de la réunion :

La précédente réunion de travail, qui s'est déroulée en avril, a permis de dégager des pistes d'actions pouvant être réalisées sur le site. Après le recueil de ces données et celles préconisées par les spécialistes de la faune et de la flore dans les études, l'opérateur a fait la synthèse des actions envisageables pour répondre aux objectifs de conservation de la biodiversité du Val d'Argens. Cette réunion a permis de présenter cette synthèse sous forme de fiches actions, de valider les mesures envisagées et de présenter au groupe celles qui pourraient faire l'objet de contrats dans le cadre de Natura 2000.

Présentation :

Cf. présentation en pj.

Rappel sur ces fiches actions :

- synthèse du recueil des actions envisageables discutées en groupes de travail (4 thèmes) et des actions préconisées par les spécialistes chargés des inventaires des espèces et des habitats d'intérêt communautaire
- but : atteindre les 12 objectifs de conservation identifiés sur le site du Val d'Argens (tome 1 du DOCOB)
- 17 fiches actions en cours d'élaboration
- dont 5 fiches transversales, liées à l'animation du site par la future structure animatrice, liées aux études complémentaires et à la communication/information sur le site Natura 2000
- et 12 fiches liées aux espèces et aux habitats : actions de gestion et recommandations
- les mesures proposées validées par les groupes devront ensuite être rédigées sous la forme d'un cahier des charges-type et précis (exemple dans la présentation)

Travail sur les fiches actions

Les mesures des 17 fiches sont abordées une par une. Les remarques sur certaines mesures sont retransmises dans ce compte-rendu.

A.1 Animer et faire une veille du site Natura 2000

Remarque sur le **A.1.5** : « **Mettre en place un réseau d'acteurs relais permettant de faire remonter/redescendre/d'échanger des informations localement** »

Georges DELI : il existe déjà un réseau de personnes qui relèvent les problèmes sur le terrain au sein du comité sportif. Il serait bien par exemple de préciser dans cette mesure le nombre de réunions annuelles de ce réseau de surveillance. Par exemple, 1 à 2 fois par an avec une proposition de suivi. Si les personnes ressources s'engagent à faire remonter l'information, il faut proposer des actions de correction concrètes pour entretenir les bonnes volontés locales.

Dominique ROMBAUT : le futur animateur doit être au courant de ce que font les associations locales (chantiers de nettoyage par exemple).

Henriette FOUSSENQ (Association des Riverains de l'Argens) : ce réseau est actif au sein de l'ARA sur la commune de Vidauban notamment.

Georges DELI : grâce aux clubs qui sont sur place.

Anne THEVENOT : il est important d'identifier les bons relais.

Olivier Auda : le site internet du Val d'Argens pourrait permettre de relayer les informations.

Yves ARCAMONE : De Carcès jusqu'au Muy, il y a un réseau (pratiquants de kayak) qui s'active. Le club de Vidauban a fait une demande auprès des collectivités pour acheter des GPS étanches. Lorsqu'il y a des informations qui peuvent intéresser le conseil général par exemple, on note la localisation de cette info (localisation d'un embâcle par exemple) et on leur envoie.

Ces réseaux locaux qui servent à remonter des informations existent donc sur ce site. Ce qu'il faut c'est d'encadrer cette action, la formaliser (sous forme de convention par exemple). Il est important de souligner encore une fois qu'il faut donner des suites aux informations sur les problèmes et tenir au courant des suites données afin d'entretenir les motivations des bénévoles.

G DELI : le secteur présente un attrait touristique. Le nettoyage du cours d'eau est important pour entretenir l'activité lors des périodes pré-touristiques. Mais ce serait bien de faire les mêmes opérations en période post-crue.

Yves ARCAMONE : cela fait partie des actions du club local de Vidauban.

Sylvie LEBORGNE : ces actions marchent très bien sur certaines communes. Il faut que ce soit la même chose sur l'ensemble des mairies.

Anne THEVENOT: le conseil général ne peut pas intervenir sur la totalité des déchets anthropiques , il y passerait la totalité du budget alloué aux travaux de restauration et d'entretien de la ripisylve .

Il est relevé qu'il est important de prévoir les coûts réels de nettoyage, de 1 à 3 fois par an.

Jean-Louis CLAUDE : Il faut également sensibiliser les propriétaires riverains.

G DELI : Il peut être proposé de classer des rives en Zones Naturelles .

Fanny SEITZ : il y a une fiche action spécifique à la sensibilisation et communication des riverains (propriétaires et/ou exploitants). De même ,la proposition de classement en zone naturelle des rives est une mesure proposée dans le catalogue.

Dominique R : concernant le nettoyage des cours d'eau, il faut faire attention aux périodes d'intervention (nidification) et aux endroits sensibles (habitats de tufs). Il faut un encadrement de ces actions.

G DELI : oui, de même qu'il faut faire attention aux frayères.

J-L CLAUDE : il faut donc une large concertation.

G DELI : il est important de signaler que ce site Natura 2000, qui correspond à un cours d'eau, est complètement différent des sites terrestres. Les enjeux et les mesures en terme d'actions ne sont pas les mêmes.

Olivier Auda : ce relai de terrain ou une patrouille de surveillance comme proposée dans cette fiche action peut apporter des solutions sur le problème des remblais sur les rives des cours d'eau. En effet, l'Argens faisant 114 km de longueur multiplié par 2 berges, il est difficile de repérer toutes les infractions. Alors que si les usagers sur le terrain les observent, les font connaître auprès du « relai », cela peut permettre de faire réagir rapidement les services de police de l'Etat.

Henriette FOUSSENQ :ARA : demande si il existe une financement pour cette action de relai ou de patrouille.

Fanny SEITZ : il semble qu'une patrouille de surveillance peut être financée sur un site Natura 2000. Mais cette information doit être précisée par l'Etat. En ce qui concerne des personnes ressources pour la mise en place de relai d'information, il n'existe pas de financement propre à cela. Ce serait une action d'organisation portée directement par la structure animatrice .

Gilles REGIS : concernant les remblais, ils sont tous interdits.

Eric MICHEL : il faut faire attention car à force de trop protéger la nature, il peut y avoir des conséquences importantes sur les risques humains. Par exemple, lors des crues de 2010, ce seraient les arbres des rives tombés dans le cours d'eau qui auraient fait « bouchon » sur le lit. Puis, lorsque ce bouchon a cédé sous la force de l'eau, cela aurait provoqué un effet « chasse d'eau », par effet de vagues.

Anne THEVENOT :L'explication principale de l'événement , c'est l'intensité des pluies tombées sur l'Est var en peu de temps . Bien sûr , l'urbanisation , l'artificialisation des berges accentuent le phénomène..et même si la gestion des boisements riverains devra par

endroits d'adapter aux contraintes hydrauliques , les embâcles ne sont pas LA cause des inondations .

Fanny SEITZ : on ne dit pas de ne plus intervenir. Au contraire, il y a des mesures en faveur de l'entretien de la ripisylve. Bien évidemment lorsqu'un risque humain est bien identifié, c'est ce risque qui est prioritaire sur l'objectif de conservation.

Gilles REGIS : on parle de recalibrer le cours de l'Argens pour empêcher les crues, dans la basse vallée.

Anne THEVENOT : L'étude d'expertise post-crue réalisée sur le secteur, suite à ces crues importantes montre que pour éviter de tels phénomènes, il faut que le cours d'eau retrouve sa capacité hydraulique, c'est-à-dire qu'il faut favoriser son élargissement naturel plutôt que de vouloir le drainer et le recalibrer. D'ailleurs, cela accentuerait le phénomène.

A.2. Poursuivre l'acquisition de connaissances en vue d'améliorer la gestion globale du site

Georges DELI met en garde sur le recensement des sites, itinéraires et sentiers sportifs qui doivent être bien identifiés dans les DOCOB. Il cite le cas d'un site Natura 2000 (Verdon) où un site d'escalade s'est développé alors qu'il n'existait pas auparavant. Ce qui a posé problème pour l'animateur du site.

Fanny SEITZ : le TOME1 fait l'inventaire des activités. Certains sites/itinéraires/sentiers ont été recensés (escalade, sites de baignades, centres équestres, évaluation de la fréquentation de canoës et kayaks par secteur, ...) . Il manquerait néanmoins les itinéraires emprunté par les vélos et les randonneurs équestres.

G DELI : il faut proposer un suivi de la pression de la baignade et des kayak afin de suivre leur évolution. Ceci peut être fait sous forme de fiches adaptées au recensement de la fréquentation ou encore par le biais d'une réunion de restitution par an.

Olivier LANFRANCHI (communauté de commune Cœur du Var): il y a un projet de sentier de randonnée pédestre sur la commune du Thoronet. Il faudrait voir s'il ne passe pas dans des endroits qui présentent des enjeux écologiques.

Fanny SEITZ : les études sont à la disposition des personnes lorsque celles-ci souhaitent évaluer l'incidence d'un projet comme celui-ci. Il faut nous contacter. Ou si c'est sur un autre site Natura 2000, il faut contacter la DDTM qui connaît les gestionnaires des sites Natura 2000.

Olivier LANFRANCHI (communauté de commune Cœur du Var) : Pour information, les communes du Val d'Issole (en particulier Cabasse et Flassans) envisagent une coulée verte le long de l'Issole avec achat des terrains au titre des ENS. Ces projets seront inscrits dans le SCOT Cœur du Var.

A3. Sensibiliser, informer, communiquer

Eric MICHEL : il faut dissocier les clubs des professionnel (au sens économique, les loueurs par exemple). En général les clubs sont affiliés à une fédération. Quelque soit l'activité, c'est

un tissu associatif local (APN, pêche, chasse). Afin de mieux encadrer les activités, il faut que ces associations reçoivent des aides supplémentaires afin de permettre cet encadrement et d'apporter les bonnes informations de sensibilisation (formation, ...).

S LEBORGNE : il y a une mesure importante sur les offices du tourisme. Les touristes passent par ces offices. Il faut les former et les informer (mesures de sécurité, respect de l'environnement, ...).

L'aéromodélisme a fait disparaître certains oiseaux (plus de reproduction du milan noir par exemple).

Yves ARCAMONE : c'est la pratique sauvage qui a le plus d'impacts. Les offices de tourisme peuvent renvoyer ces touristes ou les locaux vers les clubs.

Dominique ROMBAUT : les balades nature proposées par diverses structures devraient être coordonnées .

J-L. CLAUDE : quelque soit l'intervenant, il faut continuer à donner plus d'informations sur les enjeux écologiques du site.

A.4. Maintenir et renforcer la dynamique de concertation locale créée autour de Natura 2000 avec les usagers.

Jean-Marie MICHEL (Association des Riverains de l'Argens) : il y a une mesure qui propose l'acquisition foncière. Il faut faire très attention à cette action. Il ne faudrait pas que ces terrains achetés deviennent des sites à vocation touristique. Comme c'est le cas du Vallon Sourn, Espace Naturel Sensible acheté par le conseil général.

Anne THEVENOT : ce n'est pas le but des ENS. Certains ENS n'ont pas du tout ce même scénario. Cela dépend de l'enjeu du site. Ici c'est un cas particulier de gestion de cet espace dont le but est de canaliser la sur-fréquentation. Le site a une renommée internationale en terme d'escalade. Ce n'est pas lié à l'acquisition par le CG mais par la reconnaissance de ce lieu pour cette activité.

Dominique ROMBAUT : l'ouverture d'espaces naturels au public permet d'alléger la pression de fréquentation sur ceux qui ont un fort enjeu écologique.

Fanny SEITZ : Cette mesure a été identifiée car certaines structures ont proposé une réflexion sur l'acquisition d'espaces naturels ou agricoles (CEN, SAFER, conseil général). Cette mesure vise à créer un groupe de réflexion sur la possibilité d'éventuelles acquisitions. On précisera qu'il faudra adapter les outils en fonction de ce que l'on souhaite, comme par exemple éviter des sanctuaires touristiques comme cela a été évoqué en séance d'aujourd'hui.

A .5 Mettre en cohérence les actions de gestion à réaliser sur le site avec les plans d'actions existants et ceux des sites Natura 2000 périphériques

Aucunes remarques à ce titre.

Les mesures des fiches liées aux objectifs de gestion en rapport avec la mission d'animation du site étant discutées (cohérence, sensibilisation, études complémentaires, ...), il est proposé d'aller directement sur les fiches qui sont liées au thème du jour :

B7. Maintenir et développer des milieux ouverts

Cette objectif de gestion est notamment lié aux actions de l'activité de la chasse.

Bruno GIAMINARDI : en effet, la fédération des chasseurs met en place des actions pour le maintien des milieux ouverts afin d'entretenir leur activité.

Ce maintien et la création de ces milieux sont définis notamment par rapport aux propositions du CERPAM. Car outre les actions de débroussaillage mécaniques et/ou manuelles, ces milieux peuvent être entretenus par le pastoralisme.

Ainsi, l'action d'ouverture des milieux représente un budget conséquent pour la fédération. Il y a une perte de gibiers liée à la fermeture des milieux (perdrix rouge). Donc la fédération peut avancer les mesures liées aux contrats Natura 2000 avant de recevoir le remboursement du financement.

Fanny SEITZ : il est important de rappeler que le financement se fait lorsqu'il y a un surcoût de l'activité. Le but n'est pas d'entretenir ce qu'il se fait déjà mais d'inciter à faire des actions supplémentaires ou d'adapter les actions en faveur de la biodiversité du site, dont les surcoûts sont financés par l'Etat et l'Europe. Le bénéficiaire doit néanmoins faire l'avance avant d'être remboursé.

D ROMBAUT : il faudrait rajouter une mesure visant à préserver les prairies permanentes, en raison de leur fonctionnalité.

Fanny SEITZ : ça peut être marqué mais cette mesure est inscrite dans la fiche B.2 , qui est de préserver les prairies de grande valeur biologique.

B11. Concilier la fréquentation liée aux activités de loisirs et touristiques avec les habitats d'espèces et d'intérêt communautaire

B11.1 : Prendre en compte le cycle biologique des espèces lors de tous les travaux d'aménagement ou manifestation importante.

Question : qu'est-ce qu'une manifestation importante ?

Réponse : avec l'accord du groupe, le mot « important » est supprimé.

B11.2 Contrôler la fréquentation

Remarque sur cette mesure : ce n'est pas un contrôle mais un suivi de la fréquentation qu'il faut proposer.

Réponse : Effectivement, avec l'accord du groupe cette mesure B.11.2 est supprimée car elle répond au même critère que la B.11.3 « Faire un suivi de la fréquentation sur les espaces à enjeux et menacés du site »

B.11.4 « Encadrer les activités »

Suite aux remarques du groupe cette mesure est remplacée par « **Favoriser un bon encadrement des activités (actions d'éducation, ...)** »

B.11.5 « Limiter l'accès aux gîtes à chauves-souris »

B.11.6 « Pas de manifestation sportive dans les lits des ruisseaux à forts enjeux »

B.11.7 « limiter l'accès des habitats menacés par les piétinements »

Ces 3 mesures seront rassemblées dans un même intitulé : **B.11.5 « Mise en défens de certains secteurs à enjeux pour les habitats d'espèces et d'intérêts communautaire »**

Eric MICHEL : il faut bien définir et localiser les ruisseaux à enjeu. L'itinéraire de l'enduro sur la commune de Cabasse passe par un ruisseau et l'Etat n'a pas fait de remarques sur l'incidence de ce passage.

Fanny SEITZ : Effectivement, l'itinéraire emprunté n'aurait pas d'incidence au regard des objectifs de conservation du site. Ceci est aussi lié au fait que les véhicules ne longent pas le ruisseau, mais le traversent ponctuellement (alors qu'il était sec) , ce qui a moins d'impacts sur le milieu naturel.

Dominique ROMBAUT interroge Christophe GARRONE (Maison Régionale de l'Eau) sur les menaces possibles pour l'écrevisse à pattes blanches (espèce d'intérêt communautaire).

Christophe GARRONE : la principale menace sur l'espèce est l'assèchement des cours d'eau et des ruisseaux, aggravé par les prélèvements. Le piétinement n'est pas une menace. Les secteurs où se trouvent les faibles populations encore présentes ne se trouvent pas dans des secteurs fréquentés.

G. DELI : la Charte Natura 2000 signée par des ayants droit oui, mais il faut aussi penser aux **ouvrants droit**. Il y a des usagers traditionnels qui ne sont pas propriétaires et utilisent le périmètre. Si ils ont la volonté de signer la Charte, ils risquent de ne pas pouvoir si seul le terme « ayant-droit » est utilisé !

Fanny SEITZ : mais ils ne pourront pas avoir l'avantage de l'exonération fiscale. C'est pour cette raison qu'elle est ouverte aux propriétaires à l'intérieur du périmètre.

Par contre il faut vérifier auprès de l'Etat si on peut modifier cela, s'il existe la possibilité de signer la charte avec les ouvrants droit.

Question dans la salle : qu'est-ce qu'un seuil obsolète (B.10.8) ?

Fanny SEITZ : certains seuils n'ont plus la fonction qu'ils avaient au départ , lorsqu'ils ont été construits. Ces seuils peuvent empêcher certaines espèces aquatiques de se déplacer.

Gilles REGIS : en basse vallée, un seuil va être détruit pour cette raison. Il en existe un autre où il y a une passe à poisson (aménagement favorisant la montaison d'espèce(s) de poisson) mais qui n'est pas fonctionnelle. Il va y avoir un réaménagement de cette « passe » pour permettre à l'anguille de se déplacer vers l'amont.

Fanny SEITZ : ces actions sont prévues dans le cadre de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) qui vise à développer les continuités écologiques. Il s'avère que la basse vallée de l'Argens est identifiée comme étant prioritaire pour l'anguille. De telles actions ne seront pas financées par Natura 2000 si cela est prévu dans le cadre de l'application de la DCE.

Christophe GARRONE : les seuils n'ont pas seulement un impact sur les espèces aquatiques mais également sur les habitats.

Fanny SEITZ : effectivement ces seuils peuvent favoriser l'existence de certains habitats (ex: eaux calmes puis rapides : habitats aquatiques typiques pouvant être d'intérêt communautaire; développement de la ripisylve)

Questions :

Pourquoi les actions visent essentiellement les chauves-souris ?

Fanny SEITZ : le Val d'Argens a été proposé pour intégrer le réseau Natura 2000 car il présentait une biodiversité intéressante, une diversité et une richesse importantes en terme d'espèces de chauves-souris. Il y a 33 espèces en France, 29 en PACA et 22 utilisant le secteur du Val d'Argens. C'est donc considérable. Le périmètre a été dessiné en particulier pour ces espèces (zones de chasse).

De plus, il existe des colonies à l'intérieur du site pour lesquelles nous avons une responsabilité très forte sur leur conservation.

Chaque espèce utilise des zones différentes pour chasser (forêt, prairies, milieux aquatiques, ...), donc si on veut protéger ces espèces il faut protéger leurs habitats. Et devant la diversité des habitats que ces espèces utilisent, on favorise indirectement une diversité d'espèces associées.

Pourquoi pas les oiseaux ?

Fanny SEITZ : deux directives européennes sont à l'origine de la création du réseau Natura 2000 : la directive « Oiseaux » et la directive « Habitats, faune et flore ». Chacune est à l'origine de 2 zones distinctes de protection (ZSC et ZPS). Le Val d'Argens est nommé site d'intérêt communautaire au titre de la directive « Habitats » seulement. Nous connaissons la richesse patrimoniale de l'avifaune le long de l'Argens. Mais en protégeant le fleuve à travers les actions qui vous seront proposées, on protège encore une fois indirectement les oiseaux qui fréquentent le secteur

N'ayant pas d'autres remarques dans la salle, la séance est levée.

Rappel du planning :

- Avril / Juin : réunions de concertation sur les actions du DOCOB (TOME2).
- Suite aux discussions, ces mesures seront ensuite accompagnées d'un cahier des charges (format national) que l'opérateur est chargé de rédiger et d'intégrer dans le TOME 2.
- septembre : instruction du Tome 2 par les services de l'Etat (Départementaux et Régionaux) et par le Conseil Scientifique Régional pour le Patrimoine Naturel
- Automne : Comité de Pilotage, validation du DOCOB
- Validation du DOCOB en préfecture.
- Animation du site (mise en place des actions) prévue pour l'année 2012.

11h45 - Fin de la séance